

# REPRISE DE LA DISCUSSION CONSTITUTIONNELLE...

La discussion constitutionnelle a repris au Palais-Bourbon. Dans ce seul domaine, les escrocs de la pensée publique sauront tenir leur parole: ils doteront la France d'une constitution grâce au mécanisme de laquelle la fonction parlementaire continuera, espèrent-ils, à bien payer son monde. Et si tous ces bavards sont incapables de résoudre les problèmes de la production, de la répartition et de la distribution, si leur phraséologie prétentieuse n'aboutit qu'à des désastres pour le peuple, elle aura néanmoins la vertu, soyons-en assurés, de permettre encore de beaux jours à de futurs «*élus du peuple*».

Au projet présenté par la commission de la Constitution, 141 amendements sont déjà annoncés! C'est dire si la discussion est loin d'être épuisée.

Le rapporteur - M.R.P. - a tenté d'en donner une analyse qui rassure tout le monde et établisse que les voies du progrès social peuvent résider dans une Constitution qui soit, elle-même, l'expression de la SOUVERAINETÉ POPULAIRE. Et si les communistes ont fait de l'opposition en développant des points de détails ne leur donnant pas satisfaction, cette attitude leur fut dictée par leur seul intérêt DE PARTI, et non par le souci du bien-être des classes opprimées dont, avec le cynisme qui leur est coutumier, ils prétendent encore demeurer les défenseurs. Leurs arguments tendent à démontrer que le projet en discussion, s'il était accepté, ouvrirait la voie au pouvoir personnel - et de préciser qu'il y a similitude entre les conceptions du général de Gaulle et le texte en question.

Or, le projet qui fut repoussé au dernier référendum (5 mai 1946) fut patronné et ardemment défendu par eux, donnant lieu, de leur part à une propagande effrénée, à un déchaînement hystérique jusqu'alors inconnu dans ce pays et n'eut d'égal, en, matière de publicité du genre forain, que les campagnes menées autrefois par Mussolini en Italie et Hitler en Allemagne.

Le parti socialiste, indigne, lui aussi, de parler au nom de classes laborieuses qu'il a tant de fois bafouées, se fit l'avocat de la même cause, mais avec plus de modération. Aujourd'hui nous voyons le même parti prendre une position contraire à celle qu'il avait alors.

Quand aux autres secteurs politiques représentés par les radicaux, le M.R.P. ou le P.R.L., ils adopteront vraisemblablement une attitude automatiquement opposée à celle des communistes. Mais pourquoi toutes ces variantes; pourquoi toutes ces subtilités dans la discussion d'un projet qui ne prétend pas mettre fin à un jeu dont tous les politiciens bénéficieront mais ambitionne seulement d'ÉTABLIR LA RÈGLE DE CE JEU? Parce que TOUS redoutent que la plus grande part des bénéfices de cette sinistre entreprise aille à leurs «*adversaires*»! Et aussi parce que TOUS ils pressentent - s'ils ne le perçoivent pas nettement - que s'il leur est possible, par certains artifices, d'éviter le POUVOIR PERSONNEL, ils ne peuvent, quoi qu'ils fassent, écarter le danger de la DICTATURE D'UN PARTI. Par contre s'il ont pour premier souci d'éviter la dictature d'un parti, il leur sera difficile - impossible - d'annihiler - tout danger d'instauration d'un pouvoir personnel. Le général de Gaulle, qui a fort hier compris cette alternative, attend son heure. Et si le parti communiste soumettait le pays à l'épreuve de la dictature stalinienne, le «*libérateur*» se ferait fort de libérer la France une deuxième fois.

Les contradictions au milieu desquelles se déroulent toutes ces discussions illustrent avec éclat l'impuissance de la politique à venir à bout de problèmes qui la dépassent - et de beaucoup. Pour le POLITIQUE, il faut voir là une querelle d'influence que se livreraient deux civilisations: celle de l'Orient et celle de l'Occident. Nous affirmons quant à nous, que le fond du problème est ailleurs...

C'est dans l'ÉCONOMIE qu'il faut et voir les véritables données. Or, celle-ci a connu, depuis quelques dizaines d'années, de tels bouleversements - conséquence de la révolution technique et industrielle - que, contrairement à ce qui se passa en 1769, la compréhension humaine n'est pas à la hauteur des événements qu'elle devrait être en mesure de maîtriser. Au temps de la GRANDE RÉVOLUTION, la pensée était en avance sur les événements - et elle en déterminait partiellement la marche. Aujourd'hui, elle est à leur remorque... En cela se trouve toute l'explication du drame actuel.

Et lorsque les professionnels de l'éloquence et du mensonge déclarent, du haut de la tribune du Palais-Bourbon et d'ailleurs, que leur premier souci est de voir respectée la SOUVERAINETÉ POPULAIRE et de s'y conformer, ils n'aspirent au contraire qu'à canaliser la volonté populaire au moyen d'institutions qui permettront à tous les privilégiés du capitalisme et de l'État de conserver leurs prérogatives. Quant au régime injuste qu'avec hypocrisie ils prétendent vouloir rendre progressivement moins cruel, ils ne feront rien pour qu'il disparaisse.

Pour éviter là dictature personnelle, ou celle d'un parti, pour réaliser cette fraternité humaine dont la DÉMOCRATIE SOCIALE tant prônée ne peut être qu'une sinistre contrefaçon à l'usage des sots pour le plus grand profit des marchands de discours, une seule solution: la Révolution sociale au moyen de laquelle le peuple, las d'être dirigé, instaurera le FÉDÉRALISME ANARCHISTE.

-----